

Débattre pour désamorcer les bombes à retardement

Pascal Tozzi, maître de conférences en science politique, HDR, à l'Université Montaigne (Bordeaux)

Le point de vue d'un politiste non violent pour lutter contre le terrorisme par la pratique de la discussion

1) Le dogmatisme terroriste

En 2015, Dabiq, la revue en ligne de Daesh, incite à éliminer la "zone grise", autrement dit les espaces "où prospèrent la diversité, la tolérance, la compréhension, la discussion et le débat, là où il y a échange, interrogation et curiosité"¹. Contre cette volonté dogmatique d'extinction, tout ce qui contribue à libérer la parole, à la diversifier, recèle, par son existence même, un contrepoison susceptible de perturber, de combattre le projet terroriste. Avec aussitôt la question qui en découle : faut-il aller, pour cela, jusqu'à laisser s'exprimer certains discours violents ? Sous certaines conditions, la réponse est oui, au moins sur le principe. Car le meilleur outil dont dispose une société libérale pour lutter contre l'extrémisme sous toutes ses formes reste, selon nous, un débat libre et ouvert. Au contraire de la censure, qui en croyant hâtivement étouffer le problème, ne fait souvent que le déplacer sans pour autant empêcher sa perpétuation.

Dire cela n'équivaut pas à prêcher le laxisme ou la permissivité : il est crucial que la liberté d'expression n'outrepasse pas le cadre de la loi, lui-même fixé au regard des principes constitutionnels qui sous-tendent l'Etat de droit. Rien ne saurait, en effet, effacer la responsabilité pénale de ceux qui s'adonnent aux discours extrêmes de haine et de déshumanisation. Pesant dans la balance pour maintenir l'équilibre entre liberté et respect de la dignité, la sanction judiciaire possède la vertu de rappeler à chacun le périmètre d'une parole décrétée inadmissible pour - et par - la collectivité, à travers ses institutions. Elle ouvre aussi la voie démocratique du procès, cet autre moment de débat où, suivant des procédures spécifiques, la confrontation des explications et des points de vue représentés (société, accusation, défense, justice) peut finalement se poursuivre.

Sans pour autant tomber sous le coup de la sanction pénale, bon nombre de propos et discours restent pour nous inacceptables. Contre les envies de censure et d'une éradication systématique de tout ce qui dérange ou effraye, la non-violence invite à perpétuer un travail de distinction, d'arbitrage entre les différentes expressions de la violence. Par exemple en conservant la capacité de différencier l'expression d'idées nocives, des discours qui jouent un rôle décisif dans des conspirations criminelles avérées². Même pour le non-violent convaincu, le travail peut paraître difficile lorsque les esprits s'échauffent sous le coup d'événements dramatiques, ou quand certains propos font écho à ceux de la radicalité violente. Pourtant, bien des individus peuvent clamer que "les terroristes ont raison" ou qu'ils "détestent la France", sans être de futurs assassins pour autant. Par les temps actuels, le maintien de ces distinguos s'avère essentiel afin de ne pas étouffer, comme le veulent les idéologues terroristes, le pluralisme qui tient en échec l'unanimisme dogmatique et totalitaire. Y

compris jusque dans la critique acerbe dont la libre expression fonde en partie la légitimité de nos démocraties ; en même temps qu'elle démontre leur capacité à gérer collectivement la conflictualité et la violence des sociétés modernes.

II) La culture du débat

Dans une culture authentique du débat, il ne s'agit pas d'éviter le conflit, mais au contraire de lui donner un cadre d'expression. Notamment pour éviter qu'il ne dégénère en actions destructrices. Ou encore qu'une violence, par trop refoulée dans ses dires, ne s'oriente vers des manifestations plus sombres difficiles à contrarier. Outre l'appel à la loi, parler ici de "cadre", c'est évoquer les modalités d'une nécessaire régulation sociale, d'un encerclement plus large de la violence exprimée. En effet, même quand celle-ci échappe à la sanction judiciaire, elle ne saurait être banalisée, ou se voir attribuer une quelconque vertu en tant que telle. Du point de vue non-violent, ses énoncés ne peuvent acquérir une valeur et un sens constructifs qu'à la condition d'un traitement collectif et politique, dont les contre-propositions argumentées sapent sans relâche les fondations déshumanisantes. Le caractère haineux et sans appel de certains propos tenus, le fait que leurs porte-paroles soient rétifs à la contradiction, ou animés par leur seule exécution excluant toute négociation, n'empêche pas la société de soumettre ces discours à l'objection et à la contradiction. Qu'il s'agisse de les contenir rationnellement, les désavouer, d'en débusquer les "contre-sens", ou de les réduire à leur "non-sens". C'est en assiégeant la violence qui s'exprime que le débat et la discussion démocratiques augmentent les chances de sa reddition progressive.

A l'échelle d'un groupe, la première vertu anti violence d'une discussion est de prêter attention à l'autre : sa mise en place rétablit une chance de réciprocité là où elle semble éteinte. Elle informe, nourrit une relation et construit du sens. Sa faculté peut être aussi de clarifier un enjeu, ou encore de répondre à une angoisse face au silence ou à l'indifférence. Un geste d'accueil sans lequel aucun monde commun n'est possible ; malgré l'hostilité et au nom de l'humanité. Le fait que la plupart des intégristes violents refusent d'entrer en "pourparlers" est significatif et n'engage qu'eux. Ce qui engage d'un point de vue non-violent et humaniste, ce sont au contraire les tentatives renouvelées du dialogue, sans frayeur, ni haine, sans découragement ni concessions. Avec l'impératif de conserver une distance émotionnelle, d'autant plus importante qu'il y a, parfois, des mots nécessaires à entendre pour mieux les dépasser. Et déceler, derrière la forme agressive, le malaise qu'il s'agira d'apaiser individuellement ou politiquement. Il arrive par exemple, qu'au-delà de leur dureté, les paroles de jeunes en difficulté puissent révéler une part d'appel à l'aide ou à la considération, à l'instar de certaines tentatives de suicide ou mises en danger "de provocation". Dans ces cas, écouter la violence, l'intégrer au débat sans en avoir peur, c'est commencer à reconnaître, derrière les formules chocs, ce qui s'exprime chez autrui comme souffrance, blessure, peur ou sentiment d'abandon.

Une telle reconnaissance qui fait place à l'altérité, refusant de la mettre en accusation a priori, prépare aussi le rétablissement d'un échange. Ce travail de discussion collective permet aussi à chaque participant, confronté aux autres et soutenu par eux, de sortir de la victimisation pour

accéder à la responsabilité, "c'est-à-dire à la prise de conscience de sa violence et de sa capacité à changer"³. La discussion devient alors une aide à retrouver du sens, une place, mais aussi une chance d'apaisement, au-delà des mots et de l'aveuglement. Notamment quand la hargne naît de causes légitimes ou perçues comme telles. Ceux et celles qui agissent sur le terrain, auprès de publics fragilisés souvent pétris de colère, confirment qu'un travail de médiation, ou d'intervention sur des tensions relationnelles existantes, débute toujours par l'ouverture préalable d'un espace de "mise en mots", où chacun peut librement verbaliser ses ressentis, son vécu, ses difficultés, etc.

C'est aussi ce qui ressort des expériences d' "ateliers de citoyenneté" mis en place dans les prisons pour engager ce même processus de transmutation avec les détenus. "Partir de la colère, de la rage, de la violence et distancier, relativiser, confronter, proposer", une opération qui demande beaucoup de temps, du travail en face-à-face, individualisé, interpersonnel, interdisciplinaire, mais ouvre aussi des perspectives fructueuses⁴. L'animation de tels dispositifs se fonde sur la conviction qu'un lien de compréhension, même ténu, peut et doit être restauré. Sans tomber dans la naïveté, ou l'envie de chercher des excuses qui ne mènent à rien. Dans la prise en charge de certains individus "en voie de radicalisation", ou simplement "révoltés", on saisit toute l'importance d'un tel décodage émotionnel au long cours, vigilant et humanisant, auquel participent les spécialistes du travail social, éducatif ou psychologique, loin des mises en scène déformantes des médias.

Une culture du débat produit aussi un contre poison efficace à la violence par le cadre que requiert la discussion démocratique faisant appel à des règles strictes, garantes, au fil des échanges, de l'apprentissage d'un "vivre-ensemble" constructif. Nous ne parlons pas ici de celles en vigueur sur les plateaux TV ou dans les enceintes parlementaires : le spectacle donné y est souvent celui où domine la violence verbale, le désir d'exclure l'autre, voire de le nier, de le mépriser ou de limiter à tout prix sa capacité d'expression. Il y a là des leçons à tirer d'une éthique de la discussion qui adopte la posture contraire. Celle-ci vise à améliorer la compréhension, à accroître la tolérance, le respect, donc l'humanité de chacun.

III) Des expérimentations à l'école

Pour atteindre ces objectifs anti violence, plusieurs expérimentations pionnières, notamment en France, démontrent aujourd'hui les apports incontournables de certains dispositifs de discussion "à visée philosophique, démocratique et citoyenne"⁵. Exigeantes sur la forme autant que sur le fond, ces pratiques innovantes et coopératives mériteraient une plus ample visibilité, mais aussi un soutien politique plus fort s'agissant de combattre la violence.

Quels que soient l'espace ou le public de ces méthodes, place essentielle est faite au questionnement, à l'interrogation et à l'argumentation. La mise à distance "argumentée" en vue du partage des idées limite l'agressivité, disqualifiant le désir de manipulation, de domination, ou les "dialogues de sourds". Argumenter face à une question "socialement vive" telle que le terrorisme, c'est produire un effort visant à dépasser le ressenti, l'affectif ou l'intuitif. Autant de facteurs d'envenimement qui, dans leur surcharge émotionnelle, réduisent rapidement la capacité d'accueil

et d'échanges bienveillants. Quand la pensée de l'autre s'avère très étrangère ou dissemblable, le risque devient celui d'un "court-circuit" favorisant les réponses précipitées, viscérales. Il ne peut alors y avoir ni remise en question, ni réflexion sincère.

À l'inverse, discuter revient à élever le niveau, la forme et la qualité de la confrontation. En acceptant de justifier ses opinions, de démontrer leur valeur au-delà de l'intime conviction. Cela revient à s'engager sur un chemin plus complexe que prévu, avec une forte probabilité de se remettre en question, de se retrouver soudain placé en position de ne pas - ne plus - savoir ou détenir LA vérité... Une saine faillibilité découlant du principe selon lequel "j'ai peut-être tort" et "tu as peut-être raison", mais envisage aussi que nous puissions "aussi bien avoir tort tous les deux"⁶. C'est en cela que l'on peut beaucoup apprendre d'une discussion, même si elle n'aboutit pas à un accord. Soupeser la valeur des opinions et des idées, exercer une raison critique, tout en gagnant en responsabilité et en sociabilité : il y a là matière à renforcer la démocratie, mais aussi à entraîner les esprits pour résister à leur propre dogmatisme, de même qu'aux endoctrinements et aux psychoses collectives. Par les temps qui courent, une injection salvatrice tant redoutée par les fauteurs de haine...

Une telle discussion se fonde sur la réflexion qui, par essence, permet de sursoir à la violence. Réfléchir suspend le passage à l'acte, la réaction affective et immédiate à une situation perçue comme agressive. "Déposer les armes", se "détacher" de l'instant en engageant un dialogue intérieur et argumentatif nécessaire à l'expression verbale de sa pensée, tout cela produit une prise de distance accroissant la possibilité de mieux comprendre le monde, en même temps que soi-même. Pour les partisans de la discussion à visée démocratique et citoyenne, la mise en oeuvre d'un tel processus s'accompagne d'un cadrage technique, de procédures visant à rasséréner les échanges. Parmi les prérequis : la présence d'un tiers-animateur qui assure que personne ne soit interrompu dans son propos ; une vigilance active permettant à chacun de s'exprimer de façon égale, y compris les "petits parleurs" ou ceux qui resteraient muets dans un premier temps ; le respect de la pluralité des opinions, notamment des points de vue minoritaires ; l'impératif d'enrayer les jugements agressifs ou les attaques ad hominem qui tentent de disqualifier les idées de quelqu'un en s'en prenant à sa personne.

Ces quelques prérequis, évoqués de façon non-exhaustive, traduisent l'objectif d'une communication non-violente : la préservation de chacun dans sa dignité d'être humain. Une telle régulation n'est évidemment possible que si les protagonistes acceptent, à un moment, d'envisager la possibilité que la violence ne soit pas la seule solution. A cette condition, tout peut être discuté, avec n'importe qui. Cadrage éthique crucial lors de débats qui, notamment lorsqu'ils portent sur le terrorisme, mettent en jeu les convictions, les idées, les opinions et les croyances de chacun. La diffusion d'une culture de la discussion authentique, de même qu'une éducation précoce au débat démocratique prennent, dans ce cadre, toute l'importance d'un traitement préventif et curatif au long cours, contre la violence.

N.B. : Pascal Tozzi a écrit Plaidoyer pour la non violence, Le pommier, 2016.

(1) Cf. l'article publié - en anglais - en janvier 2015 sous le titre "L'extinction de la zone grise" dont une analyse est faite par le journaliste du Guardian Jason Burke : The New Threat From Islamic Militancy, Bodley Head, London, 2015, p. 244.

(2) Bruce Ackerman, "Les pouvoirs d'exception à l'âge du terrorisme", Esprit, Août/septembre 2006 ; source : <http://www.esprit.presse.fr/article/ackerman-bruce/les-pouvoirs-d%E2%80%99exception-a-l%E2%80%99age-du-terrorisme-13548>

(3) Cf. interview de Charles Rojzman, "Travailler sur sa violence avec la thérapie sociale" ; <http://www.psychologies.com/Therapies/Psychanalyse/Travail-psychanalytique/Interviews/Travailler-sur-sa-violence-avec-la-therapie-sociale>

(4) Cf. interview de Charles Rojzman, "Travailler sur sa violence avec la thérapie sociale" ; <http://www.psychologies.com/Therapies/Psychanalyse/Travail-psychanalytique/Interviews/Travailler-sur-sa-violence-avec-la-therapie-sociale>

(5) Cf. les travaux de Michel Tozzi, professeur émérite en sciences de l'éducation, praticien, formateur et chercheur en didactique de la philosophie et en philosophie avec les enfants ; notamment l'un de ses derniers ouvrages publié en 2017 : Prévenir la violence par la discussion à visée Philosophique ; édité par Yapaka.be et la Coordination de la prévention de la maltraitance en Belgique.

(6) Cf. K. Popper, "Tolérance et responsabilité intellectuelle", conférence à l'Université de Tübingen, 1981, trad. M.-F. Folcher et M.-V. Howlet, Toulouse, CNDP, 1990.